

Environnement et luttes urbaines

L'environnement, les luttes urbaines, comme l'urbain constituent des notions qui doivent être situées au niveau théorique dans la mesure où elles sont largement marquées par des idéologies développées par la bourgeoisie à un moment où elle se montre incapable de répondre aux contradictions qui apparaissent dans la reproduction des classes dominées. Poser que ces notions sont essentiellement idéologiques ne signifie pas qu'elles ne correspondent à rien au niveau de la réalité. Par contre, il apparaît qu'elles constituent une tentative pour les classes dominantes d'opérer un découpage dans cette réalité et notamment dans les contradictions qui la sous-tendent, de manière à imposer un mode d'exploitation et de traitement de cette réalité qui soit cohérent avec les nécessités de la reproduction des rapports de production. C'est pourquoi, avant même d'entrer dans l'analyse des luttes urbaines portant sur l'environnement, nous allons tenter de préciser à quoi renvoient ces phénomènes dans les termes de la théorie marxiste et plus particulièrement de la question des formes de développement du rapport de classe, dans la formation sociale française aujourd'hui.

L'urbain n'est pas une sphère à part au sein de laquelle se développerait un nouveau système de contradictions autonome. Sphère dont l'autonomie et l'importance ne cesseraient de s'accroître avec l'évolution des rapports de production et de consommation dans la dernière phase de la « société capitaliste-industrielle », voire « post-industrielle ». L'urbain dans la phase

actuelle du capitalisme est constitué en fait par la sphère de la reproduction pour les classes dominées. Par reproduction il faut entendre à la fois la reproduction simple de la force de travail, la reproduction élargie de cette même force de travail et enfin la reproduction des rapports sociaux de production, cette dernière prenant une diminution considérablement accrue dans la phase actuelle du capitalisme et alors que les contradictions de classes ne cessent de s'approfondir avec la montée de la mobilisation et de la détermination des classes dominées et principalement de la classe ouvrière. Ce qui fait apparaître l'urbain en tant que question particulière dans cette phase, c'est un mode de traitement spécifique de la reproduction. A la suite de Manuel Castells dans **La Question Urbaine**, nous pouvons constater que la reproduction est marquée par une contradiction croissante entre la nécessité de formes de plus en plus collectives de consommation, alors que le capitalisme de par son fondement même doit traiter la reproduction en terme d'accélération de la cadence de la consommation individuelle. Il n'est pas possible dans le cadre de cet article d'approfondir cette thèse que nous nous contentons de poser. Par contre, il faut constater que les contradictions à partir desquelles se développent les luttes urbaines sont d'une part le fruit de la déstructuration des formes de reproduction antérieures, au profit de nouvelles formes de reproduction. Ceci se traduit par les opérations dites de rénovation urbaine, de réhabilitation qui renforcent la déportation des classes dominées en grande banlieue... D'autre part, la mise en place d'unités de production et d'unités de reproduction de plus en plus concentrées, alors même que ces unités ne peuvent être produites qu'avec des dysfonctionnements dans lesquels se retrouve la contradiction entre la nécessité de formes de consommation collective et la nécessité d'accentuer les cadences de la consommation individuelle. Cette concentration-spécialisation accélérée répond à l'exigence de se concentrer de plus en plus sous la forme soit d'unités de production industrielle de pointe, ou industrielle traditionnelle, soit d'unités de gestion, soit d'unités de décision... Enfin les caractéristiques de la crise actuelle du capitalisme mondial qui se traduit par une crise pour le capitalisme français à la fois aux niveaux idéologique, économique et politique, renforcent encore les effets des contradictions précédemment évoquées.

Il faut maintenant poser la question des différenciations qui apparaissent dans les caractéristiques des luttes dans la production et dans la reproduction.

Les luttes dans la production se définissent d'abord par une nature de classe et fraction de classes claire, correspondant à des places respectives au sein des rapports de production. Les enjeux de ces luttes apparaissent nettement dans les affrontements entre les différentes classes dominées productives ou non de plus-value et la bourgeoisie ou son Etat qui s'approprient ou contribuent à

l'appropriation de cette plus-value. La nature de ces enjeux conduit à des luttes de type syndical ou politique en fonction des niveaux d'application que visent les objectifs de la lutte.

Les luttes sur la reproduction concernent au contraire différentes classes dans la mesure où dans la déportation hors des centres-villes sont touchés à la fois : certaines fractions de la classe ouvrière, une partie de la petite bourgeoisie traditionnelle, des éléments du sous-prolétariat, enfin des catégories sociales pluriclassistes telles les personnes âgées. Dans les nouvelles unités de reproduction on retrouve côte à côte, atteints par la même pénurie d'équipements et la même crise des transports : la classe ouvrière, les employés, la petite bourgeoisie...

Les enjeux de ces luttes sont multiples et peuvent porter sur des aspects quantitatifs de la reproduction (gain de temps pour se reposer, se distraire...) ou sur des aspects qualitatifs.

Ils peuvent consister en la défense de conditions d'existence (rénovation, réhabilitation, lutte contre les hausses de loyers et des charges). Ils peuvent viser des conditions de reproduction meilleures (équipements, environnement...). Les enjeux se spécifient sur une gestion donnée en fonction des classes et catégories sociales concernées par la lutte et en fonction des fractions de classe ou des secteurs de l'appareil d'Etat qui interviennent par rapport à cette lutte : petite ou grande bourgeoisie foncière, bourgeoisie bancaire ou industrielle, secteur de l'appareil d'Etat intervenant dans la reproduction (Education, Santé, H.L.M.), l'Etat en tant qu'appareil juridique et répressif.

Enfin, par leur combinaison plus ou moins réalisable avec les luttes sur la production, ces luttes tendent à être moins menées par les ouvriers et les employés, engagés sur les secteurs de la production ou du travail pour leurs conditions de travail mais aussi pour la rémunération possible de la reproduction dans le salaire, et à être au contraire privilégiées par la petite bourgeoisie et des catégories inactives pour lesquelles ces luttes sont prioritaires. Ceci tend, sous l'impulsion de ces classes et couches sociales, à renforcer la tendance de l'autonomisation des luttes urbaines par rapport aux luttes dans la production.

L'environnement tout comme l'urbain s'appuie sur un corps de contradictions dont il prétend rendre compte au sein d'une problématique qui n'est pas neutre. C'est pourquoi l'on va s'attacher à voir en quels termes cette problématique situe les contradictions par rapport à la lutte de classe et comment elle donne lieu à l'apparition d'un mouvement dans l'histoire, dans le monde et plus particulièrement en France.

En apparence, l'idéologie de l'environnement est apolitique, humanitaire, et universelle. Elle traite les contradictions sociales en tentant de les naturaliser. La dichotomie principale qu'elle introduit est celle de l'homme et de la nature, et ceci en termes essentiellement biologiques et physiques. L'homme et la nature dont

l'équilibre apparaît comme « naturel » dans le passé, et comme un état idéal, sont caractérisés par un état de dégradation et de détérioration progressive de leur rapport ; et cela à cause essentiellement d'un progrès technique nécessaire à l'homme. La détérioration de l'équilibre est telle qu'elle menace l'espèce dans sa survie même. C'est à partir à la fois d'une mobilisation militante qui appelle les hommes à se fondre par-delà les différences de races, de classes... dans une action commune, et d'une maîtrise scientifique et technique de la question de la nature de l'équilibre à produire, que cette contradiction peut être dépassée. En plus de la naturalisation des contradictions et de la création d'une communauté au-dessus des classes, l'idéologie de l'environnement décentre les responsabilités en les faisant porter sur chaque individu, chacun devant prendre en charge son propre mode de vie afin d'œuvrer au dépassement de la contradiction : ne pas faire de bruit, ne pas polluer, etc.

L'environnement apparaît capable de rendre compte aussi bien du sous-développement dont la source est naturelle (le surpeuplement), que de l'urbanisation dont la crise est due à l'entassement qui produit des effets catastrophiques chez l'homme comme chez les rats (cf. R. Chauvin).

Toutes les grandes instances du capitalisme mondial sont partie prenante du mouvement pour l'environnement, ainsi le club de Rome dont le rapport du M.I.T. est financé en grande partie par Volkswagen et qui est confié à des hommes liés aux groupes Fiat et Olivetti. Et aux Etats-Unis où Nixon lui-même s'est permis de reprendre la problématique de la lutte pour l'environnement.

Toutefois il serait erroné, tout comme pour l'idéologie urbaine, de considérer que toute lutte dans le cadre de l'environnement est une lutte récupérée. Ces luttes se développent sur des questions qui sont le produit direct des contradictions propres du système capitaliste. Appréhender théoriquement ces luttes nécessite de les resituer par rapport à la lutte de classe, c'est-à-dire : qui les mène ? contre quels intérêts ? quelle est la dynamique de classe enclenchée par ce type de luttes ? C'est ce que nous allons tenter de faire en abordant la question des luttes urbaines portant sur l'environnement.

En tant que notion idéologique, l'environnement ne pouvait manquer d'être le lieu de développement de pratiques très contradictoires des différentes classes sociales engagées dans la lutte de classe. De fait, il apparaît que les différentes dimensions regroupées aujourd'hui sous la notion d'environnement vont être des armes aux mains des classes dominantes pour justifier la déportation des classes dominées hors des villes, et ce n'est que récemment que ces mêmes classes dominées se sont emparées de cette notion pour formuler un certain nombre d'exigences quant à leur reproduction. C'est donc sous ces deux dimensions que l'on abordera la question de l'environnement et des luttes urbaines.

L'environnement contre les travailleurs

1° La lutte contre les taudis.

a) Haussmann : l'urbanisme militaire et anti-ouvrier

La première grande opération de réaménagement des unités urbaines date de la fin du XIX^e siècle. Elle concerne d'abord Paris et fait suite à la révolution de 1848. La bourgeoisie tire la leçon du danger que constitue un tissu urbain aussi dense que celui de Paris, avec la pénétration très forte des quartiers ouvriers dans le centre. A peine a-t-elle reconquis la ville, qu'elle va tenter de disloquer ce tissu trop propice aux insurgés. Pour cela, elle fait appel à une série d'idéologues et d'architectes qui proposent à la fois un plan de réaménagement anti-émeute et une justification idéologique de l'opération. Cette dernière, c'est la lutte contre les taudis. Dans la droite ligne de toutes les opérations de contrôle et de répression contre la classe ouvrière qui fait peur, les réaménageurs vont s'appuyer sur l'hygiène, dont Pasteur et quelques autres viennent de donner les bases scientifiques. L'habitat ouvrier exploité par la bourgeoisie du XIX^e siècle est sans nul doute dans un état de délabrement et d'inconfort qui n'a rien à voir avec les conditions minimum que les hygiénistes développent alors pour lutter contre les fléaux que sont des maladies comme la tuberculose ou l'alcoolisme. Mais il est intéressant de constater qu'à partir même de questions qui interviennent dans les conditions de reproduction de la force de travail, la bourgeoisie reconquiert la ville au nom de la lutte contre les taudis. Cela va consister à découper le tissu urbain pour réaliser de larges boulevards qui permettent à la troupe de quadriller la ville et de mettre en batterie les canons le cas échéant. Ces boulevards vont permettre par ailleurs la construction de logements pour la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, alors que les classes expulsées vont se reloger, dans des conditions souvent plus mauvaises, dans les faubourgs ou à la ceinture de Paris.

b) Les cités-jardins

Après Haussmann, la bourgeoisie ne va plus s'intéresser d'une manière systématique à la question du logement, et la structure des villes va peu évoluer à mesure que le capitalisme concurrentiel se développe. La seule transformation consiste dans l'extension anarchique des banlieues au sein desquelles s'entassent logements et usines.

La question du logement est particulièrement cruciale pour la classe ouvrière après la guerre de 1914, et l'on voit se développer de grandes luttes sur cette question. Les premières lois sur la réglementation des loyers et le blocage de certains d'entre eux sont alors décrétées. Parallèlement un nouveau projet d'aménage-

ment se fait jour. Il s'agit des « cités-jardins » au sein desquelles vont être réalisées les H.B.M. La cité-jardin s'appuie sur une critique de la situation dégradée des logements des vieux quartiers ouvriers parisiens. On leur prête la responsabilité à la fois du développement des grandes maladies, mais aussi de maux sociaux tels que l'ivrognerie, la débauche, le banditisme... Un habitat doit être produit pour le travailleur, qui lui permette de réaliser les principales pratiques d'hygiène : se laver, séparer les lieux des parents et des enfants... mais aussi avoir une liaison avec les valeurs et pratiques traditionnelles liées à la nature, au jardinage. C'est pourquoi ces cités vont être dotées de parcs et de jardins que les habitants vont pouvoir entretenir... Mais ces cités ne sont pas implantées sur les lieux de l'habitat ouvrier, on les réalise en périphérie et notamment pour la plus importante, « la Butte Rouge », à Châtenay-Malabry. Une nouvelle fois, pour traiter la question du logement des classes dominées, la bourgeoisie va donc s'appuyer sur les thèmes de l'hygiène et de la nature pour renforcer la déportation des travailleurs dans des banlieues de plus en plus éloignées.

c) Le Corbusier et la Charte d'Athènes

La Charte d'Athènes de Le Corbusier est sans doute l'exemple le plus intéressant de l'utilisation faite par la bourgeoisie d'une orientation quant à l'urbain et à l'environnement pour réaliser ses principaux objectifs, alors que le développement d'une nouvelle phase exigeait un réaménagement radical des unités urbaines. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le capital monopoliste doit constituer des unités de production, de gestion et d'administration surconcentrées et spécialisées ; parallèlement il doit produire des unités de reproduction prenant en compte à la fois les nouvelles conditions de reproduction de la force de travail et la reproduction des rapports sociaux de production. Dans cette dynamique il va produire des zones industrielles, des zones de bureaux, des grands ensembles, et accélérer la reconquête du centre-ville afin de produire un habitat de prestige pour la bourgeoisie et l'élite de la petite bourgeoisie...

Pourtant la Charte d'Athènes se voulait anti-ségrégative, contre la spéculation foncière ; hélas, elle ne pouvait pas résoudre les questions principales : la propriété foncière et la domination de la bourgeoisie. Faute de cela elle va devenir la charte de la nouvelle forme d'urbanisation produite par la classe dominante, à coup de destruction des quartiers ouvriers, ou de réhabilitation des plus typiques d'entre eux, et de production et d'unités de reproduction en grande banlieue : grands ensembles et cités pavillonnaires. Ce qui nous intéresse, c'est que la Charte reprend en les formalisant tous les thèmes déjà à l'œuvre dans les deux exemples précédents.

Elle fait la critique des quartiers ouvriers des villes traditionnelles et des zones d'expansion industrielle du XIX^e siècle,

constatant que leur population y est trop dense et qu'ils sont réduits à l'état de taudis, c'est-à-dire :

- 1° Insuffisance de la surface habitable par personne,
- 2° Médiocrité des ouvertures sur le dehors,
- 3° Absence de soleil,
- 4° Vétusté et présence permanente de germes morbides (tuberculose),
- 5° Absence ou insuffisance des installations sanitaires,

6° Promiscuité provenant des dispositions intérieures des logis, de la mauvaise ordonnance de l'immeuble, de la présence de voisinages fâcheux. Les surfaces vertes qui entouraient les villes traditionnelles sont progressivement grignotées ; or elles donnaient à ces villes l'oxygène dont elles avaient besoin. Ceci conduit à ce que les vieux quartiers soient maintenus dans le brouillard, les gaz industriels... L'alignement caractéristique des rues des villes interdit un ensoleillement suffisamment réparti entre les logements. La situation des logements le long des voies de circulation ou des carrefours est cause de nuisances graves telles que les bruits, la poussière, les gaz nocifs... Constatant enfin que les quartiers traditionnels manquent d'équipements collectifs et que les banlieues ne sont que des agglomérations de baraques où la viabilité est difficilement rentable, Le Corbusier propose quatre orientations qui permettraient de réintroduire pour chaque logement les trois éléments indispensables pour enrayer la mortalité propre aux taudis : l'espace et l'aménagement du logement, les surfaces vertes et l'ensoleillement. Ce sont :

1° Tout quartier doit comporter désormais la surface verte nécessaire ; le mode de construction des immeubles, en hauteur, peut permettre de libérer de l'espace au sol pour créer ces surfaces vertes. Cet espace vert libéré permet par ailleurs de donner un ensoleillement optimum à l'ensemble des logements et constitue un lieu pour le jeu et les sports des enfants, des adolescents et des adultes. Les grandes voies de circulation doivent être détournées de ces quartiers qui seront situés sur les meilleurs sites.

2° Les îlots insalubres doivent être démolis et remplacés par des surfaces vertes : les quartiers limitrophes s'en trouveront assainis.

3° Les lieux de travail n'étant plus disposés rationnellement dans le complexe urbain, il faut construire des secteurs industriels, indépendants des secteurs d'habitation, séparés les uns des autres par une zone verte ; de même il faut construire des cités d'affaires, des centres artisanaux...

4° Le patrimoine historique du centre sera préservé et remis en valeur par la destruction des secteurs de taudis.

La bourgeoisie va gommer de ces orientations le refus de la ségrégation dans le logement, le refus de la spéculation foncière, le refus de l'urbanisation anarchique dictée par la seule loi du profit, qui y étaient contenus. Pour ne conserver que les grandes

orientations hygiénistes et mettre en application sans la moindre transformation de la propriété foncière les quatre axes d'aménagement avancés. Le premier axe va être la charte de tous ceux qui vont aligner des cubes de béton de plus en plus loin dans la banlieue parisienne, que ce soit à Sarcelles, à Massy, à Créteil... etc., c'est-à-dire la charte des grands ensembles de l'après-guerre. Elle reste encore aujourd'hui un pôle de référence pour nombre d'architectes et d'aménageurs. L'accentuation de la déportation en banlieue est en effet inévitable à partir du moment où la maîtrise du sol n'est pas sociale et où la bourgeoisie n'est pas prête à réaménager le centre-ville au profit des classes dominées. Le deuxième axe en se combinant avec le quatrième va constituer, avec la rénovation et la réhabilitation, la base de la reconquête accélérée des quartiers traditionnels au profit du logement de la bourgeoisie et de la frange la plus aisée de la petite bourgeoisie, ou pour la réalisation des centres directionnels ou de gestion... Enfin le troisième axe constitue la justification de la concentration des unités de production et de gestion dont la bourgeoisie a le plus besoin dans la phase monopoliste.

d) La rénovation urbaine

La politique de rénovation urbaine est sans doute la forme la plus avancée de destruction des résidus de quartiers traditionnels ouvriers pour réaliser de grandes opérations de promotion immobilière de logements de standing, ou de bureaux. Dans chaque opération, les media et principalement la télévision vont être largement utilisées pour mettre en évidence l'état de vétusté, de délabrement, de pourrissement des zones qui vont être démolies, alors qu'à l'opposé l'accent est mis sur les surfaces d'espaces verts et d'équipements que va permettre l'opération. Les études faites sur les quartiers rénovés démystifièrent totalement ces opérations. D'abord les quartiers touchés ne sont jamais les plus dégradés. Ils correspondent généralement à des quartiers bien situés, ayant un niveau de confort moyen. Si, lorsque les démolisseurs entrent en action, ils sont détériorés, c'est à la suite d'une politique combinée des propriétaires et de l'Etat qui n'entretiennent plus ni les immeubles, ni la voirie, ni les équipements. Enfin jamais les nouveaux ensembles produits ne se traduisent par une augmentation d'espace vert ou d'équipements par habitant.

Face aux oppositions suscitées par cette destruction systématique des vieux quartiers, la bourgeoisie va inaugurer une politique de récupération des quartiers les plus typiques et les plus riches architecturalement : c'est la réhabilitation et la restauration. On vide tous les occupants du quartier. On casse tout ce qu'il y a dans les immeubles. On gratte les façades. On installe la grand confort et l'on met en vente ou en location des appartements de grand standing, en plein centre-ville dans les quartiers les plus riches culturellement. Là où l'on a affaire à de vrais taudis

irrécupérables, soit on construit du faux vieux, soit on produit un espace vert, ou un équipement collectif pour ce nouveau « vieux quartier ». Cette politique au profit d'un environnement urbain « nettoyé » conduit aux mêmes fins sociales que la rénovation : réappropriation du centre-ville, déportation des classes dominées.

2° La déportation des travailleurs

Si l'environnement est utilisé pour justifier la destruction des quartiers ouvriers du centre, ou leur restauration, il va permettre aussi de justifier l'implantation de l'habitat des classes dominées de plus en plus loin dans la banlieue.

a) Surfaces vertes et déportation autoritaire : les grands ensembles

Les grands ensembles et les Z.U.P. vont constituer dans l'après-guerre la forme la plus classique du relogement des classes dominées qui soit sont expulsées du centre-ville, soit ne trouvent pas de place dans ce centre, alors qu'elles arrivent de la campagne ou de petites villes en déclin. Le grand ensemble se veut l'application des principes essentiels de la Charte d'Athènes : espace et confort dans les logements, ensoleillement maximum grâce à des baies vitrées et des balcons de plus en plus répandus, enfin espaces verts, pelouses et terrains de jeux pour enfants et même dans certains cas la campagne environnante. Ainsi va-t-on aller de Sarcelles, ville fleurie implantée au milieu des vergers, au Val-d'Yerres en pleine campagne ou au bord de la forêt de Sénart, en passant par Grigny-la-Grande-Borne au milieu des champs de betteraves. En fait, l'addition est lourde à payer pour les classes dominées car si l'oxygène et le soleil ne manquent pas, les conditions de reproduction sont considérablement aggravées : on passe de 15 km du centre de Paris à Sarcelles, à 30 km pour le Val-d'Yerres et la Grande-Borne ; les temps de transports quotidiens ne cessent de s'accroître... les conditions d'accès aux équipements courants sont aggravées et exigent souvent l'achat d'une voiture ; quant aux équipements du centre-ville, on doit le plus souvent y renoncer purement et simplement.

b) Idéologie support de la déportation de la petite bourgeoisie

La petite bourgeoisie, notamment la petite bourgeoisie nouvelle, occupe une place particulière dans la réalisation des objectifs de réaménagement que poursuit la bourgeoisie. Dans sa grande majorité, elle n'aura pas accès aux logements du centre-ville. Toutefois le fait qu'elle soit la clientèle du marché de la promotion immobilière et qu'elle doive être reproduite d'une manière privilégiée par rapport aux ouvriers ou employés entraîne qu'elle est l'objet d'attentions particulières. C'est sans doute dans ce cadre que l'environnement va jouer son rôle le plus important. D'abord les grands ensembles de la petite bourgeoisie vont être situés dans des zones privilégiées de préférence : près des parcs, des lacs,

des rivières... Ensuite on va tenter au maximum de lui faire accepter de quitter les villes sur la base des nuisances et des inconvénients de la vie urbaine, au profit d'une vie rurale retrouvée, d'un contact permanent avec la nature, qui toutefois n'interdit pas de se replonger dans la vie urbaine sans grand effort. Il y a toujours une voie rapide ou une autoroute qui permet d'être « en quelques minutes au centre... ». Ainsi les promoteurs de Parly-II vantent-ils à leurs clients les charmes d'« une ville à la campagne », d'« une vie au soleil », d'« un printemps perpétuel », à proximité « des lieux les plus prestigieux » : le parc de Versailles, le musée de l'Arbre, la forêt de Saint-Germain, ... « à 2 heures de Deauville »... ! Quant à Grigny-II, le même promoteur signalait que l'on n'était qu'à 300 m du plus grand bassin nautique de la région parisienne, d'un futur port privé et à 2 km de la forêt de Sénart. Quant au Val-d'Yerres, la S.C.I.C. le présente ainsi : à l'est de la forêt de Sénart, dans la verdoyante vallée de l'Yerres ; trois petites localités... La vallée de l'Yerres est le lieu de passage entre le plateau de Brie et la forêt de Sénart... On y trouve des vestiges du culte celtique (menhir de Boussy). Les anciennes cultures y étaient la vigne, ... les roses. Enfin il s'agit « d'un lieu aimable où l'eau, les arbres, les témoignages du passé, attirent les Parisiens amateurs de vie calme et saine »...

Les luttes des classes dominées quant à leur environnement

Si la bourgeoisie utilise les thèmes de l'environnement pour faire accepter ses objectifs d'aménagement urbain, en retour cet aménagement lui-même tend à provoquer une série de luttes ayant pour contenu l'environnement. Les luttes sont de différente nature : Soit des luttes de résistance pour interdire la réalisation de certains projets, soit des luttes offensives pour exiger des éléments considérés comme essentiels pour leur reproduction par les classes dominées.

1° La résistance à la destruction du cadre urbain existant

a) Refus de quitter les vieux quartiers

La première forme de ces luttes consiste dans le refus massif de la population des vieux quartiers, de les abandonner au profit soit d'une opération de rénovation ou de réhabilitation, soit de la réalisation de projets autoroutiers telle la rocade Vercingétorix dans le quatorzième arrondissement. L'environnement n'est pas la motivation principale des habitants de ces quartiers, qui luttent pour maintenir les avantages qu'ils y connaissent : loyers bas, accès facile aux équipements du centre... Toutefois, dans le refus

de partir en banlieue, et à la lumière de la mauvaise réputation des grands ensembles, est mise en avant la volonté de rester dans un environnement urbain au sein de quartiers qui sont le plus souvent de qualité moyenne. Cette dimension devient plus importante lorsque la rénovation touche des quartiers de grande qualité architecturale ou combinant un cadre agréable à des activités traditionnelles de type artisanal... c'est le cas des luttes contre l'expulsion des Halles, du Marais, et plus récemment du canal Saint-Martin. Si ces luttes sont le fait le plus souvent de la petite bourgeoisie nouvelle, il faut remarquer que, de plus en plus, elles concernent et touchent des catégories très défavorisées telles que les retraités et les travailleurs immigrés.

b) Le refus des grandes opérations d'aménagement

Les opérations d'aménagement qui aujourd'hui suscitent le plus de résistances sont sans doute la réalisation des autoroutes ou grandes rocades, et celles des aéroports. La première dimension de ces luttes concerne l'importance des expulsions qu'entraînent ces opérations ; destructions de logements, mais aussi destruction de tout l'environnement de ces équipements en rompant les équilibres propres aux unités concernées, et en apportant de nombreuses nuisances. Le second aspect de ces luttes concerne les nuisances que sont le bruit — qui peut rendre invivables les zones alentour de ces équipements —, la pollution de l'air, et le manque de sécurité. En fonction des zones concernées, les classes en lutte sont différentes. Ainsi, dans la lutte contre la radiale Vercingétorix, c'est avant tout la petite bourgeoisie nouvelle, tâchant de se lier aux vieux et aux travailleurs immigrés, qui s'est engagée. Dans le cas de la lutte contre les nuisances des aéroports d'Orly et Roissy, c'est toujours la petite bourgeoisie, mais avec une intervention plus importante de la classe ouvrière, concrétisée par la présence des syndicats et des partis de gauche. A l'inverse, la lutte contre l'aéroport pour supersoniques de Toussus-le-Noble fut le fait d'une population très privilégiée luttant essentiellement pour préserver un cadre qu'elle avait choisi pour son habitat ou ses loisirs. Enfin la lutte contre la rocade A 86 combine à la fois la petite bourgeoisie des petits propriétaires d'appartements ou de pavillons, aux employés et ouvriers locataires ou propriétaires de logements implantés soit dans la zone d'expulsion, soit dans la zone de nuisances. Si les deux premiers éléments de mobilisation sont les expulsions et les nuisances, il apparaît que ces luttes permettent plus facilement que les précédentes une prise de conscience sur la nature des opérations d'aménagement ; c'est-à-dire dans quelle politique elles s'inscrivent, quels intérêts elles servent, quels sont les profits en jeu ? C'est pourquoi elles ont des enjeux de classe plus clairs, remettant en question la politique d'aménagement du capital et la politique de reproduction qu'impose la bourgeoisie aux classes dominées.

2° Lutte pour la sauvegarde des sites

La première forme de ces luttes concerne le refus de la destruction au profit d'opérations immobilières ou d'aménagements des sites ou des espaces verts. La lutte pour le maintien du quartier Saint-Martin s'inscrit dans ce contexte, mais la forme la plus courante consiste dans un refus d'appropriation des sites prestigieux ou agréables par la promotion immobilière. Un des exemples les plus intéressants dans la banlieue parisienne est constitué par la lutte contre l'opération Chevry-II menée par les habitants de Bures et Gif-sur-Yvette. L'origine de la lutte réside dans le fait que le promoteur spécialiste des opérations tapageuses et peu claires, Balkany, implante un immense complexe de pavillons (3 500) dans une zone qui a été rendue constructible, par l'effet miraculeux du déplacement de la limite d'une zone réservée à l'agriculture et aux forêts. Non content de cela, le promoteur promet des équipements et des tranches futurs qui sont situés dans des zones non libérées à la construction. La lutte combine d'une part l'action d'un conseil municipal G.A.M. qui refuse l'autorisation de construire et mène une bataille juridique pour bloquer le projet, d'autre part une mobilisation de la population qui prend un caractère de masse et s'oriente sur une action avec deux objectifs : exiger de l'Etat une interdiction du projet, dissuader les éventuels acheteurs qui venaient visiter les pavillons témoins. Si la nature de l'opération et les conditions de son autorisation avaient déjà permis de mettre en évidence à la fois les pratiques des promoteurs et la politique de l'Etat, les péripéties de cette lutte ne vont pas cesser d'accélérer les prises de conscience. L'Etat va maintenir sa position et soutenir le promoteur en faisant jouer la répression ; quant au promoteur, il se défendra par tous les moyens, allant des tentatives d'achat au recours à la répression (plainte pour tentative d'homicide à la suite d'une affiche appelant à la chasse au vautour...). Dans cette lutte, le poids de la petite bourgeoisie apparaît prépondérant ; toutefois elle permet de toucher et d'organiser au moins dans la phase la plus ouverte de la mobilisation, d'autres classes.

L'autre forme de lutte consiste dans l'exigence du respect des engagements des aménageurs ou des promoteurs. A ce titre, les luttes d'Hérouville-Saint-Clair et de la Z.U.P. d'Alençon apparaissent significatives. Hérouville est une Z.U.P. pilote de la banlieue de Caen, dans laquelle toutes les grandes orientations de l'aménagement des années 60, que ce soit en équipements collectifs, en espaces verts, en système de circulation, devaient être réalisées. En fait, de tranche en tranche, les aménageurs et les promoteurs vont se montrer de plus en plus incapables de tenir leurs engagements, aussi bien au niveau de l'architecture, de la densité que des équipements. Toutefois, une frange de la population, qui a quitté Caen dès l'ouverture de la première tranche, n'entend pas laisser la municipalité et la S.C.E.T. (société d'équi-



pement mixte) brader le projet pour le plus grand profit des groupes immobiliers. Autour des premiers militants actifs vont se constituer des associations au sein desquelles se retrouvent la petite bourgeoisie, mais aussi les militants syndicaux (notamment C.F.D..T) de la SAVIEM, dont de nombreux ouvriers habitent la Z.U.P. Les associations vont participer à la création du premier Groupe d'Action Municipale (G.A.M.) et vont ainsi développer une orientation visant à arracher le pouvoir local (municipal) des mains des notables locaux (U.D.R.) pour le mettre à la disposition des associations d'usagers, des syndicats et partis politiques représentatifs des travailleurs du grand ensemble. Deux grandes batailles vont avoir lieu dans le début des années 70. La première porte sur les transports en commun, la seconde sur la suppression d'un espace vert, qui devait devenir un espace d'évolution libre pour les enfants. C'est pour construire une station service-garage que la société ESSO avait acheté le terrain. Les habitants apprirent l'opération, alors que les bulldozers arrachaient les premiers arbres. Aussitôt les associations se mobilisèrent, une série de pétitions et de délégations fut conduite à la mairie et à l'organisme d'aménagement, qui refusèrent de revenir sur la transaction. Les associations soutenues par les syndicats, le P.S.U., et une fraction importante de la population vont décider de passer à l'action directe, avec occupation du terrain, plantation de nouveaux arbres à chaque fois que les travaux reprenaient. La municipalité, à la demande d'ESSO, fit donner plusieurs fois les C.R.S. contre les occupants. Et c'est sous la protection des mêmes C.R.S. que la construction de la station-service fut entamée. Cette lutte pour le maintien d'un espace vert apparaît importante par la jonction qu'elle a permis entre les différentes classes sociales du grand ensemble, entre les associations de locataires ou de copropriétaires, les associations sociales et socio-culturelles et les organisations syndicales et certains partis politiques. Elle mit en évidence la nature de l'Etat aménageur et de ses liens avec les monopoles pétroliers. Elle démontra la mystification du discours des technocrates et la nécessité de la prise en charge des conditions de reproduction par des associations et des syndicats. Malgré son échec, elle ne déboucha pas sur une démobilisation. La question qu'il faut poser est celle-ci : sur quelle perspective cette liaison avec les organisations de lutte de la classe ouvrière s'est-elle réalisée ? Il apparaît que c'est essentiellement pour une victoire aux municipales, et peut-être pas avec une dynamique réelle d'articulation avec les luttes dans la production.

La lutte d'Alençon est plus récente et sans doute moins riche quant aux formes de prise en charge qu'elle a permises. Elle commence alors que les habitants constatent qu'un espace vert est attaqué par les bulldozers, pour construire une tour. Pourtant, il s'agissait du seul espace-terrain de jeux prévu dans les plans d'aménagement de la Z.U.P. ; toutefois, pour rentabiliser l'opéra-

tion, l'organisme aménageur l'avait vendu. Les associations de locataires qui déjà avaient appris à lutter ensemble sur des questions plus traditionnelles de charges et de loyers, vont se mobiliser, appuyées par les associations socio-culturelles. Les recours légaux apparaissant très vite comme bouchés, c'est à un véritable harcèlement de la société de construction que se livrèrent les habitants. Ils empêchèrent d'abord les machines de travailler, mais des interventions répétées de la police rendirent ce type d'action inefficace... Ils recoururent alors au démontage systématique des coffrages et des échafaudages, la nuit, démolissant ce qui avait été fait le jour. Là encore, le recours à la police fut la réponse de la municipalité. La multiplication des heurts avec les C.R.S. ne permit pas à cette lutte de déboucher... Toutefois on n'assiste pas à une démobilisation, et il semble que des orientations nouvelles aient été prises à sa suite pour obtenir le respect des engagements quant aux équipements ou pour en arracher d'autres considérés comme nécessaires. A Alençon c'est l'action de la petite bourgeoisie qui est dominante, toutefois la classe ouvrière est présente tout au long ; par contre les organisations syndicales et politiques sont absentes, et à aucun moment cette action pluriclassiste, même si elle permet de mettre en évidence la nature de la politique urbaine du pouvoir, sa liaison au capital immobilier, ne débouche sur une liaison avec les luttes des travailleurs des entreprises de la ville ou de la région.

3° Lutte pour obtenir de meilleures conditions d'environnement

Les luttes pour obtenir de meilleures conditions d'environnement paraissent s'articuler sur deux grands thèmes ; la création d'espaces verts, la suppression de nuisances :

— La lutte pour la création d'espaces verts prend des formes différentes et tend à se développer considérablement. Dans le centre des villes, des actions ponctuelles se multiplient pour obtenir l'ouverture de terrains laissés vacants par des propriétaires spéculateurs et la transformation de ces terrains en squares, espaces verts, ou terrains libres de jeux (terrains d'aventures). Dans certains cas, notamment à Paris, des actions du même type profitent de délais entre la destruction de vieux immeubles et la construction de nouveaux, pour exiger la réalisation sur ces surfaces d'espaces verts ou de terrains de jeux. Il est à noter que si, dans une première période, ce type d'action n'obtient que peu de succès quel que soit le niveau de mobilisation, à l'inverse, dans la période de crise actuelle de l'immobilier, l'Etat concède plus souvent ce type de réalisations. Dans les banlieues et certains grands ensembles où certaines tranches ne sont pas encore réalisées, des actions du même type se développent ; là aussi leur succès plus fréquent semble lié à la politique de liquidation des grands ensembles et des grosses opérations immobilières décidées par l'Etat, pour des raisons politiques : arrêter le dévelop-

pement de zones de vote à gauche, et pour des raisons économiques : difficulté accrue à rentabiliser ce type d'opération pour le capital. Il apparaît que ces actions, surtout en centre-ville, ne mobilisent le plus souvent que la petite-bourgeoisie et qu'elles débouchent rarement sur une politisation. L'attitude plus conciliante de l'Etat permettant le développement d'actions essentiellement réformistes dans le cadre étroit de la reproduction.

— Les luttes pour la suppression des nuisances sont souvent plus intéressantes même si leur nature de classe est semblable. Dans leur cas, en effet, qu'il s'agisse de pollution industrielle de l'air, de l'eau, de bruit, ou de trépidations provoquées par des usines, des voitures ou des avions, la démagogie de l'Etat et du capital lui-même sur ces questions trouve très vite ses limites. Dans leur grande majorité, elles se heurtent directement aux intérêts de capitalistes et souvent de grands groupes industriels qui ne se montrent pas du tout disposés à faire des concessions aux dépens de leurs profits. Dans le cas des voitures et des avions, c'est à la logique capitaliste du pouvoir, qui, là encore, ne permet pas de concession, qu'elles s'affrontent. Aussi ces luttes permettent-elles une politisation à partir de la remise en cause des formes de reproduction qu'impose la bourgeoisie aux classes dominées.

Contenu de classe des luttes sur l'environnement

1° Le poids de la petite bourgeoisie

L'élément qui apparaît le plus clairement dans les luttes sur l'environnement tout comme dans les luttes urbaines, est le rôle de la petite bourgeoisie. En affinant, on s'aperçoit qu'il s'agit d'une fraction particulière de la petite bourgeoisie, que d'aucuns ont appelé petite bourgeoisie nouvelle, c'est-à-dire principalement : les ingénieurs-techniciens et cadres, les travailleurs des appareils liés à la reproduction idéologique (enseignants, travailleurs sociaux...). Toutefois, le poids d'une classe au sein des rapports de classes ne s'exprime pas qu'à partir de son importance numérique. Une fraction de classe ou une classe sociale, surtout lorsqu'il s'agit de la petite bourgeoisie, peut exprimer en les mêlant à ses propres intérêts, ceux d'une autre classe, qui, elle, est plus directement située aux pôles de l'antagonisme de classes. Ainsi, dans certains secteurs, alors que la combativité ouvrière s'accroît, et que la crise du capitalisme s'approfondit, la petite bourgeoisie peut exprimer dans ses mobilisations ses propres intérêts combinés à ceux de la classe ouvrière. Il apparaît, sans ambiguïté possible, que c'est ce qui se passe dans certaines luttes urbaines, notamment dans le mouvement de mobilisation contre

les hausses de loyers et de charges, pour l'obtention de certains équipements collectifs, et sans doute dans certaines luttes sur l'environnement. Toutefois, dans la plupart des luttes sur l'environnement, il semble que ce soit souvent sur des intérêts locaux et limités à des fractions ou des couches sociales que se constitue la mobilisation et que l'impossibilité de lier ces luttes au niveau politique ou à la production n'est pas indépendante du poids idéologique et politique de la petite bourgeoisie.

2° Un mouvement social pluri-classiste

Les luttes urbaines sont l'occasion de la constitution de mouvements sociaux largement pluri-classistes. Ce type de mouvement social pose la question : Quels sont les intérêts de classes qui y apparaissent prépondérants ? Or, il semble bien qu'un certain partage s'opère au sein de ces luttes. Les luttes portant sur les conditions de logements et du prix à payer pour se reproduire, ainsi que les carences d'équipements, de moyens de transport, sont le lieu de mouvements sociaux où les intérêts et les organisations de la classe ouvrière s'expriment le plus clairement, sans pour cela que les choses soient claires dans leur majorité. A l'inverse, les luttes sur l'environnement n'expriment que rarement les intérêts de classe de la classe ouvrière ou des catégories les plus prolétarisées. C'est sans doute dans ces luttes que le plus d'ambiguïté se glisse sur la nature réelle des enjeux de classe. Toutefois, certaines d'entre elles ont acquis une dynamique plus ou moins clairement anticapitaliste. Celle-ci ne permet que rarement de déboucher aujourd'hui sur le terrain direct des luttes politiques ; et cela n'est pas indépendant de l'orientation des organisations politiques et syndicales lorsqu'elles sont partie prenante de ces mouvements. La liaison à ces dernières apparaît peu fréquente, en tout cas beaucoup moins que pour les luttes sur les loyers, les équipements ou les transports... Enfin ce caractère anticapitaliste ne permet quasiment jamais, même lorsque la classe ouvrière est présente, de déboucher sur les luttes dans la production.

3° Les organisations ouvrières et les luttes sur l'environnement

L'intervention des organisations syndicales dans ce type de lutte est très ponctuelle et très locale. La C.F.D.T. apparaît plus souvent dans celles-ci notamment par le biais de ses unions locales. Lorsqu'elles sont présentes, leur action y est limitée et bien loin de transformer la dynamique du mouvement engagé.

Le P.C., quant à lui, après avoir boudé ce type d'action, s'y est orienté à partir des années 73-74. Il s'agit très clairement d'une confirmation de son action en direction des « couches anti-monopolistes », qu'il s'agisse des petits artisans comme dans la

lutte du canal Saint-Martin, ou des petits propriétaires dans les luttes contre les rocade, ou les nuisances d'Orly... Son intervention ne se traduit pas par une dynamique très particulière donnée à ces luttes. Il s'agit le plus souvent d'une présence et d'un contrôle qui tentent de lier la dynamique de la lutte locale à des objectifs électoraux antimonopolistes plus larges, débouchant, selon les cas, sur les municipales ou les cantonales...

Le P.S., comme certains de ses militants l'ont affirmé lors du colloque « Défense et conquête de la ville », trouve un terrain de prédilection pour son action dans les luttes urbaines et l'environnement, dans la mesure où il échappe à l'hégémonie du P.C. propre aux entreprises. Il peut, par ailleurs, y développer ses conceptions quant à « l'autogestion » ou au contrôle populaire, dans un secteur au sein duquel les enjeux de classe sont moins forts et où la cogestion est possible même dans le cadre du capitalisme.

L'extrême-gauche n'apparaît sur ces questions que par le P.S.U. et quelques groupes maoïstes.

Le premier intervient aussi bien dans le centre-ville que les banlieues. Il trouve là, lui aussi, en dehors de l'hégémonie du P.C., la possibilité de sensibiliser et d'organiser des couches sociales larges sur des thèmes anticapitalistes. Il apparaît toutefois qu'il se heurte fréquemment à un pourrissement de ces luttes notamment au moment de leur débouché possible sur le terrain politique ou de leur liaison à la production. Les maoïstes ont été plutôt présents dans les actions du centre-ville, en privilégiant celles qui concernaient les travailleurs immigrés, les vieux, le lumpen-prolétariat... Si certaines actions ont acquis un moment un caractère de masse, elles ont aussi échoué la plupart du temps au moment de leur débouché sur le terrain politique.

Ainsi, si l'on peut constater que certaines de ces luttes débouchent sur le terrain politique et se lient avec les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière, c'est en général pour rester dans le cadre assez étroitement réformiste et corporatiste. A l'inverse, celles au sein desquelles l'extrême-gauche a acquis une place importante, quelle que soit leur composition sociale, tendent à se minoriser au moment où elles atteignent leur dimension politique.

En guise de conclusion ?

L'objectif des marxistes révolutionnaires pour toutes les luttes sur la reproduction serait de transformer des mouvements sociaux pluri-classistes en des alliances de classes politiques au

sein desquelles la classe ouvrière organisée soit hégémonique. C'est seulement à partir de cette alliance de classe sous l'hégémonie de la classe ouvrière que des questions comme celle de l'articulation des luttes de la production et de la reproduction pourront être résolues. Mais cet objectif est trop général pour donner une ligne d'action aux M.R. dans ce type de secteur de lutte ; s'il ne faut pas aujourd'hui boudier systématiquement les luttes sur la reproduction, il est néanmoins nécessaire d'analyser la nature de chacune d'elles, lorsqu'elle éclate, afin de pouvoir maîtriser tout de suite la façon dont les enjeux de classe vont pouvoir s'exprimer et la façon dont le poids de la classe ouvrière organisée va pouvoir jouer.